

La transition écologique à l'âge des preuves

De la nécessité à la crédibilité

Septembre 2026



La transition écologique à l'âge des preuves

Septembre 2026

De la nécessité à la crédibilité

Equipe projet :

- **Auteure et analyste principale** : Amélie Deloffre (Parlons Climat)
- **Co-analystes** : Lucas Francou Damesin (Parlons Climat),
Eddy Vautrin-Dumaine (Verian), Guillaume Caline (Verian)

En résumé

La transition écologique entre dans l'âge des preuves. D'abord celles que le modèle actuel se fragilise et montre ses limites. Dans ce contexte, la transition est perçue comme une évolution nécessaire, difficilement évitable. L'idée même de "soutien" à la transition évolue : il s'agit moins d'une question de mobilisation pour le climat et l'environnement que d'une acceptation rationnelle. La transition s'impose donc par constat d'échecs répétés et par préoccupations concrètes pour soi et ses proches (eau potable, alimentation saine, énergie disponible et accessible, vivabilité sur son territoire et dans son logement, santé de ses enfants...etc.).

Dans le même temps, la transition continue de s'ancrer dans les imaginaires. Elle est d'ailleurs aujourd'hui omniprésente dans les visions d'avenir des Français. Un mécanisme de temps long renforcé par les premières manifestations concrètes de la transition, notamment à hauteur des territoires (éoliennes, panneaux solaires, végétalisation, pistes cyclables, réduction de la voiture en ville...etc.). La transition a bel et bien commencé, elle produit des preuves de son existence et parfois de son efficacité, ce qui constitue un levier encore sous-exploité pour démontrer que le changement est effectivement possible.

Car si le but perçu, "aller vers du mieux", suscite une forme d'espoir, le chemin nourrit l'inquiétude : les étapes restent peu lisibles, les transformations paraissent considérables, leur coût demeure difficile à appréhender, et la défiance envers les responsables politiques fragilise l'adhésion aux décisions. Face à des transformations appelées à s'inscrire dans la durée, les citoyens expriment moins une demande de solutions simples qu'une demande de participation et de transparence. Ils souhaitent comprendre les arbitrages, prendre part aux discussions et pouvoir s'appuyer sur des acteurs jugés compétents et intègres — scientifiques, experts, professionnels de terrain — pour éclairer des choix complexes.

Cette évolution de l'opinion publique invite à repenser le rôle des acteurs de la transition et de la communication. Il ne s'agit plus seulement de convaincre, d'informer ou de rappeler l'urgence, mais d'accompagner une société confrontée à la question très concrète de savoir comment changer.

La transition écologique franchit ainsi le seuil de la nécessité sans encore franchir celui de la crédibilité.

Méthodologie

Cette note d'analyse s'appuie sur une enquête qualitative menée entre le 21 avril et le 6 mai 2026, co-designée et animée par l'institut d'études Verian (ex-Kantar Public) ; sur des données quantitatives récoltées via un sondage représentatif selon la méthode des quotas, réalisé auprès de 5000 personnes entre le 31 août et le 14 septembre 2026 ; ainsi que sur, de manière cumulative, l'ensemble des données et entretiens analysés au long cours par Parlons Climat.

Le dispositif qualitatif en détail :

- 4 groupes de discussion, de 4 heures chacun
- réalisés en physique, à Dijon, Valence et Nîmes
- 4 groupes pour 4 familles de valeurs interrogées (Attentistes, Stabilisateurs, Laissés pour compte, Identitaires), selon la segmentation de Destin Commun
- 9 personnes par groupe, recrutées sur leurs appartenances aux familles de valeurs et selon la taille d'agglomération habitée (équilibre entre urbains, périurbains et ruraux)

Les focus groups réalisés se découpaient en 3 blocs :

- 1h30 : réflexion libre et non cadrée sur "Votre France Idéale de 2050" par sous-groupe de 3 personnes
- 1h30 : perception de la transition : le processus, le chemin, les mots, les acteurs, le périmètre
- 30 min : réaction libre à des séquences du documentaire France, il était une fois demain.

Pour rappel, les participants ignorent qui est le commanditaire, le sujet dont ils vont parler ensemble et l'objet de l'étude.

Effet contexte : les groupes se sont déroulés pendant la guerre en Iran et le blocage du Détroit d'Ormuz et quelques mois après plusieurs scandales alimentaires (cadmium, PFAS) ce qui peut expliquer la prégnance et/ou connaissance des enjeux énergétiques et agricoles. A noter que le terrain a eu lieu avant les épisodes de canicule de mai à septembre 2026.

Sommaire

Le déroulé de cette note part des principaux points d'analyse, pour venir interroger les conséquences en matière de stratégie et de communication dans un second temps.

I. PERCEPTION GÉNÉRALE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

5

- Une transition nécessaire qui s'impose d'autant plus en temps de crise, bien au-delà des enjeux écologiques
- Une acceptation qui n'éclipse pas les réticences et attitudes ambivalentes
- Un imaginaire désirable, mais une incapacité à y croire
- Une transition tangible ; un processus à l'œuvre depuis plusieurs années...
- ...dont le rythme est jugé trop lent et dont on ne verra pas la fin
- Un chemin aussi ardu qu'incertain

II. RÉCEPTION DES MOTS ET DISCOURS DE LA TRANSITION

9

- Transition écologique, un terme porteur tout à la fois d'aspirations positives et de contraintes individuelles
- Des mots de la transition plus ou moins bien compris
- Une demande de clarté et de lisibilité de ce long chemin
- Un besoin d'émetteurs fiables en qui croire ; les experts terrain et scientifiques attendus
- Une attente de discours encourageants et de modèles pour s'inspirer

III. VERS UNE NOUVELLE PHASE DE LA TRANSITION ?

11

- Une transition qui s'inscrit de plus en plus dans les préoccupations quotidiennes
- La transition, seul horizon possible qu'il reste à bâtir
- Un objet commun autour duquel retisser du dialogue

IV. ADAPTER ET RENOUVELER LES DISCOURS SUR LA TRANSITION

12

- **Élargir le regard** → dépasser le prisme environnemental pour éclairer la complexité des transformations
- **Recréer de la confiance** → visibiliser les arbitrages et les incertitudes
- **Soutenir la capacité d'agir et d'y croire** → rendre les progrès visibles et les futurs possibles
- **Créer du dialogue** → favoriser la culture de l'échange pour éviter le rejet

CONCLUSION

14

I. PERCEPTION GÉNÉRALE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Une transition nécessaire qui s'impose d'autant plus en temps de crise, bien au-delà des enjeux écologiques

De la première partie des focus groups, où les participants étaient invités à proposer leur vision d'une "société idéale pour 2050" par groupe de 3 personnes, nous avons été marqués par :

- **l'homogénéité des aspirations** : la santé, le vivre-ensemble, la sécurité et l'éducation forment un socle commun. La projection en 2050 étant difficile, les citoyens évoquent avant tout la société de 2026 mais sans ce qui est jugé négatif (la guerre, la pollution) ou avec ce qui est jugé manquant (les médecins, l'égalité des chances).
- **l'omniprésence de propositions dites "écologiques"** : transports en communs, énergie verte, voitures moins polluantes, moins de dépendance aux fossiles, logements moins énergivores, protection de l'environnement, végétalisation, alimentation sans pesticide, ni OGM, ni PFAS, avec moins d'emballages, sont autant de propositions qui ont traversé les 12 sous-groupes **qui témoignent d'une normalisation et de l'écologisation des modes de vie** déjà mise en lumière dans notre dernier baromètre ([Les Français parlent climat 2026](#))

Des consensus autour de "modes de vie plus apaisés" que décrivait déjà l'ObSoCo dans son Observatoire des perspectives utopiques ([ObSoCo, 2026](#)) reposant sur une moindre consommation, plus de collaboration et d'autoproduction ainsi qu'un très fort attachement à la nature.

Dans la seconde partie, où les participants étaient invités à donner spontanément leur avis sur la transition écologique, nous avons constaté combien celle-ci semble désormais s'imposer comme une évidence. Jugée "nécessaire", elle est porteuse d'"espoir" et d'un avenir meilleur dans un monde aux multiples défaillances. Ainsi, **si la transition fait l'objet d'une large acceptation, elle ne l'est pas nécessairement pour des raisons écologiques mais plutôt en guise d'adaptation nécessaire, voire obligatoire, face aux nombreux dysfonctionnements actuels.**

(expliquez la transition écologique à un enfant) **"C'était pas le bon chemin qu'on a choisi, on doit donc changer"** – **Attentistes**

(à propos de la transition écologique) **"C'est positif comme mot. De toute manière, on ne peut pas y échapper, on est obligé de changer"** – **Identitaire**

(à propos de la transition écologique) **"Qui voudrait détruire la planète à part quelques fous ? C'est une évidence et une obligation"** – **Identitaire**

(à propos de la transition écologique) **"Ce n'est ni un progrès, ni une régression, c'est une adaptation"** – **Stabilisateur**

Signalons que la **rhétorique du "on n'a pas le choix" s'est faite particulièrement prégnante** dans nos différentes études qualitatives menées sur la période printemps/été 2026. L'électrification a par exemple été largement abordée comme solution, imparfaite mais nécessaire, pour gagner en autonomie énergétique en plein blocage du détroit d'Ormuz. Ainsi les discussions autour de la voiture électrique n'ont pas reposé sur un clivage idéologique, pour ou contre, mais ont plutôt porté sur les limites et surtout l'accessibilité financière de celle-ci, plus qu'un rejet de principe. Un constat déjà observé par l'IDDRI lors de focus groups sur les véhicules électriques ([IDDRI, 2026](#)). Ajoutons, sur le sujet de l'énergie, que le gaz et le pétrole ne sont perçus comme des énergies de l'avenir que pour 22% des Français, contre 85% pour les énergies renouvelables ([Verian pour l'Institut Veblen, 2026](#)).

Plusieurs groupes ont également évoqué une prise de conscience majeure. La France avant la transition est qualifiée d’*“inconsciente”* et de *“peu informée”* ce qui n’est plus le cas aujourd’hui selon eux. Une prise de conscience qui n’a pu que s’accroître suite aux épisodes caniculaires du printemps et de l’été 2026.

Une acceptation qui n’éclipse pas les réticences et attitudes ambivalentes

Ce que nous décrivons ici comme un renforcement de l’acceptabilité, eu égard aux crises qui confèrent à bon nombre de transformations un caractère inéluctable, n’efface cependant pas les logiques de préservation individuelle (peur des renoncements, du changement, des contraintes...etc.) que nous constatons chez les citoyens depuis plusieurs années. Ainsi le rapport à la transition écologique progresse dans l’esprit des Français dans un entre-deux, dans une tension permanente entre ce qu’il faudrait faire et ce qu’ils font, ou accepteraient de faire, à leur échelle.

Un imaginaire désirable, mais une incapacité à y croire

Alors que seuls 29% des citoyens déclarent savoir à quoi pourrait ressembler un monde post-transition dans leur région ([Elabe/Veolia, 2025 - résultats exclusifs publiés par Le Grand Continent](#)), nous avons projeté plusieurs séquences du documentaire [France, il était une fois demain](#) qui a fait le difficile exercice de montrer ce que pourrait être cette France au début du siècle prochain, sur la base de scénarios de plusieurs spécialistes du climat.

Les extraits confirment la difficulté des participants à se projeter dans un monde post-transition, en rupture avec leurs modes de vie et contraintes actuels. La majorité des participants ont pointé le caractère irréaliste de certains extraits, parlant *“d’utopie”* ou *“du monde des Bisounours”*. **Notons que ce n’est pas la désirabilité qui est en cause, mais bien la capacité à y croire.**

Il est intéressant de constater que dans chaque groupe, un participant a pris la parole pour rappeler qu’il s’agit de se projeter dans presque un siècle et que jamais leurs grands-parents n’auraient pu imaginer la société moderne dans laquelle ils vivent aujourd’hui.

Outre la difficulté à se projeter et à imaginer l’avenir, nous avons relevé **plusieurs freins occasionnant une attitude pessimiste quant à la possibilité de réussir cette transition :**

- **L’incertitude et l’absence de solutions perçues comme efficaces et pertinentes :**
“La transition c’est comme jeter une pièce en l’air. Soit c’est tout bon, soit ça va aller dans le mauvais sens. Faut essayer pour savoir ” – Laissé pour compte
- **les contradictions et tensions entre ce qui est présenté comme une solution et la réalité :** *“Je vois des produits emballés et venus de loin en magasin bio, c’est pas logique”* – Attentiste
- **L’ampleur du changement :** *“C’est difficile d’accepter le fait que tout notre mode de vie est à jeter à la poubelle et qu’il faut repartir sur un nouveau truc”* – Laissé pour compte

Une transition tangible ; un processus à l’œuvre depuis plusieurs années...

Pour l’ensemble des groupes interrogés, **la transition écologique a commencé depuis 5 à 20 ans.** Certains participants citent même des événements majeurs comme point de départ de la prise de conscience, avant même la transition : le choc pétrolier de 73, le scandale du Bisphénol A, la construction des centrales nucléaires. La transition est rendue tangible via plusieurs indicateurs évoqués par les participants : la mise en place du tri sélectif, le fait d’en entendre parler dans les médias, la mise en place d’aides publiques ou leur retrait, ce qui indiquerait que l’on avance ou que l’on recule, ou encore les catastrophes climatiques.

Les manifestations visibles de cette transition s'incarnent surtout dans le territoire où vivent les citoyens, à l'échelle locale. Plusieurs ont rapporté des exemples concrets de changements advenus dans leur commune ou alentour : l'arrivée des éoliennes en milieu rural, les pistes cyclables, les vélos électriques ou le "moins de voitures" dans les grandes villes, la diminution de l'éclairage public. A noter que toutes ces initiatives locales ont été évoquées de manière neutre ou positive.

...dont le rythme est jugé trop lent et dont on ne verra pas la fin

Dans tous les groupes, **la lenteur et les changements de cap du gouvernement, identifié comme le principal acteur devant mettre en œuvre cette transition, ont fait l'objet de vives critiques.** En mineur, notons que quelques participants ont estimé qu'il était rassurant pour eux de ne pas demander des changements "*trop rapides*" aux citoyens.

"On prend du retard tous les ans" – Stabilisateur

"On interdit, on nous fait peur, et ensuite on revient en arrière" – Attentiste

"Les politiques changent d'avis, c'est insupportable !" – Identitaire

L'inertie perçue est telle, que l'immense majorité des citoyens interrogés peinent à croire que la transition puisse advenir sans événement extérieur majeur, qui servirait d'électrochoc : *"énorme crise, big bang, révolution, séisme, guerre civile ou bactériologique".*

"La transition, c'est mort. On a essayé, ça ne marche pas. Il faut un séisme. Une révolution... à un moment donné, la transition ne suffit plus. On repousse sans arrêt, parce qu'il y a trop d'intérêts économiques" – Stabilisateur

Les citoyens ont également décrit un processus éminemment long, voire interminable dont *"on ne verra jamais la fin"*. Un processus de plusieurs dizaines d'années qui les dépasse et dont ils estiment que nous ne sommes qu'*"au tout début"*. Un rythme de mise en œuvre qui contraste fortement avec le registre de l'urgence à agir pour le climat.

Un chemin aussi ardu qu'incertain

"Il faut se dire que la transition, ça va être une galère" – Laissé pour compte

En plus d'être long, **c'est la difficulté et l'incertitude qui qualifie le mieux ce processus de transition selon les participants.** Invités à décrire le chemin de la transition, ils ont évoqué *"une route sinueuse, un sentier qui monte, un escalier en trompe-l'œil, un pont ouvert (qu'on n'a pas encore traversé), une échelle sur laquelle il manque des barreaux"*. **Les citoyens évoquent également un flou, sur le pourquoi, sur le comment, mais aussi sur l'objectif à atteindre.**

Une transition davantage acceptée que crue

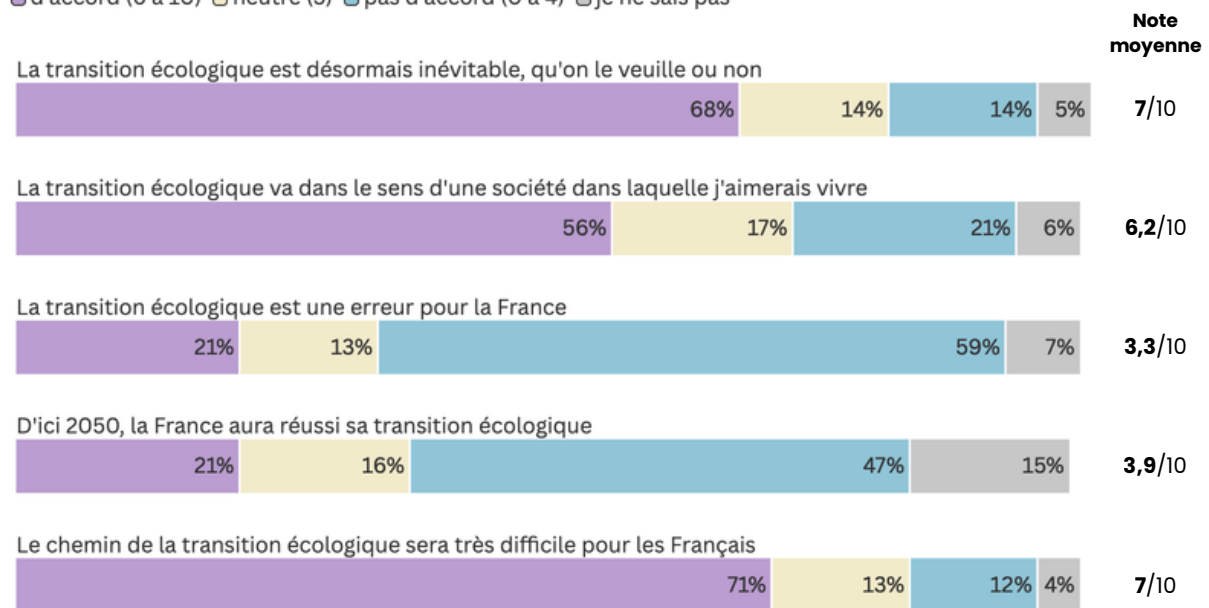
Nous avons sondé l'opinion publique sur les constats saillants entendus lors de ces groupes de discussion afin d'en mesurer la pénétration au sein de la population française. Un sondage représentatif, réalisé auprès de 5000 citoyens, permet d'apprécier, avec une note allant de 0 à 10, l'appréciation du processus de transition.

Quel est votre avis à propos du processus de transformation progressif de notre société et de nos modes de vie engagé depuis plusieurs années en France, que l'on appelle transition écologique ?

Parlons
Climat

Pour chaque affirmation, indiquez dans quelle mesure vous êtes d'accord, de 0 à 10. Les notes intermédiaires servent à nuancer votre réponse.

☐ d'accord (6 à 10) ☐ neutre (5) ☐ pas d'accord (0 à 4) ☐ je ne sais pas



Source : La transition écologique à l'âge des preuves - Parlons Climat, 2026
N = 5000

Une transition écologique jugée inéluctable et difficile, mais légitime

La transition écologique apparaît inévitable pour 7 Français sur 10 et ils sont tout autant à estimer qu'elle sera "très difficile" pour les citoyens. Pour autant, seuls 21% des Français considèrent cette transition comme une erreur, conférant une certaine légitimité à celle-ci.

Une désirabilité tout juste majoritaire ; une crédibilité plus que fragile

La désirabilité ("une société dans laquelle j'aimerais vivre") est majoritaire, mais notons qu'une plus large part des citoyens ne se sont pas positionnés (17% ont mis la note intermédiaire de 5/10 et 6% "je ne sais pas") signe qu'une société post-transition est encore peu évocatrice pour certains individus. Enfin, la faisabilité et crédibilité d'opérer cette transition d'ici 2050 est particulièrement basse avec une note d'accord général de 3,9/10. Notons également une part record (15%) d'individus ayant répondu "je ne sais pas", indiquant un manque de lisibilité et/ou de projection.

Pour une large majorité des Français, la transition apparaît désormais comme une évolution difficilement évitable et légitime. Mais cette acceptation ne se traduit ni par une forte capacité à se projeter dans la société qu'elle dessine, ni surtout par la conviction que cette transformation est réalisable.

II. RÉCEPTION DES MOTS ET DISCOURS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Transition écologique, un terme porteur tout à la fois d'aspirations positives et de contraintes individuelles

Si donner une définition claire et complète de la transition écologique peut s'avérer difficile pour les participants, les évocations rattachées à cette notion permettent de mettre le doigt sur ce qu'elle recouvre :

- **des changements de comportements individuels qui demandent des efforts** et une remise en cause de ses habitudes : *"Il ne faut plus de voiture individuelle, c'est tout. Du transport en commun, partout. Non mais je veux dire, il va arriver un moment, il va bien falloir faire des sacrifices."* – Identitaire
- **une évolution vers du mieux, une meilleure qualité de vie** : *"La transition écologique pour moi, cela veut dire mieux vivre, mieux respirer, avoir moins de nuisances, etc."* – Laissé pour compte
- **un retour en arrière**, à une époque révolue où les choses allaient mieux : *"La transition écologique, c'est un peu revenir à l'ancienne pour l'agriculture par exemple, avec moins de pesticides."* – Laissé pour compte
- **une moindre consommation** : *"Il y aura moins de consommation bête et méchante, moins angoissée... On recyclera les objets du quotidien, on fera de la récup'... On consommera moins."* – Stabilisateur
- **mais aussi la protection de l'environnement** (moins de déforestation, de pollution...) **et le déploiement de nouvelles énergies** (électrification, éoliennes dans les champs, voitures électriques).

La transition écologique est donc une notion très large, qui évoque au même plan des problématiques à résoudre, des solutions concrètes et des objectifs à atteindre, et ce, dans un grand nombre de domaines (agriculture, énergie, mobilité, environnement). Le terme est globalement **bien accepté et recouvre des aspirations positives ainsi que des changements importants, qui font souvent peur, mais permettent d'aller vers un futur désirable.**

Les citoyens ont par ailleurs indiqué ne pas, ou très peu, utiliser le terme de transition écologique dans leur vie quotidienne, le rattachant plutôt au monde politique et institutionnel, et dont ils entendent parler dans les médias. Les participants les plus critiques ont indiqué qu'ils associaient la transition écologique à l'annonce de nouvelles mesures et taxes par le gouvernement.

Des mots de la transition plus ou moins bien compris

Nous avons testé la réception et compréhension de cinq termes régulièrement utilisés :

- **La transition énergétique recouvre deux dimensions, le changement d'énergie avec le passage à l'électrique** (sortie des énergies fossiles, nucléaire, solaire) **et la rénovation énergétique des bâtiments et logements** (chauffage, isolation). A noter que **cette notion peut représenter une source de tensions car les citoyens perçoivent que cette transition énergétique n'est pas forcément vertueuse écologiquement étant donné qu'elle recèle des externalités négatives** (déchets nucléaires, recyclage et production des batteries des voitures électriques, importation des voitures électriques et panneaux solaires depuis la Chine...).

- **La décarbonation fait l'objet d'une compréhension partielle.** Certains participants disent ne pas en avoir entendu parler et/ou ne pas être capables de la définir. Pour les autres, **la décarbonation est particulièrement associée aux transports et au secteur de l'industrie.** Une notion bien reliée à la transition écologique mais **qui évoque plutôt "un langage corporate" d'entreprise,** contexte dans lequel ils en ont entendu parler.
- **La dimension "sociale" de la transition est particulièrement incomprise.** La très grande majorité des participants, dans chaque groupe, ont indiqué *"ne pas voir le rapport"* entre transition écologique et sociale. Ceux qui se sont risqués à l'expliquer en ont donné une explication qui diffère de celle des acteurs qui en font usage (éduquer les quartiers populaires, faire plus de pédagogie...).
- **La protection de l'environnement est plus accessible et connotée positivement.** Une pluralité d'actions relevant du registre naturaliste ont été citées pour parler de la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, de la forêt, des rivières, des océans.
- **La lutte contre le changement climatique est plus ambivalente.** Rattaché à l'imaginaire des dégradations et catastrophes naturelles (pollution, catastrophe climatique, canicule, incendie), ce terme évoque pour certains une mise en action nécessaire ; pour d'autres un problème planétaire et lointain sur lequel ils ont peu de prise et qui génère un sentiment d'impuissance.

Une demande de clarté et de lisibilité sur ce long chemin

Les participants ont exprimé **le besoin de mieux expliciter le pourquoi de cette transition, mais aussi sa ou ses finalités. Une demande "d'objectifs à fixer ; de feuille de route à suivre ; de résultats à atteindre" qui indique un besoin de repères pour pallier le "flou" et la complexité de la transition** qui génèrent inquiétude et méfiance. D'aucuns réclament la planification dans le temps des changements à venir, invoquant un principe de réalité.

"On va nous demander de changer ça pour corriger tel problème, ça aiderait à comprendre. On ne devrait pas avoir à deviner" – Attentiste

"Déjà, il faudrait qu'on puisse dire noir sur blanc : Voilà, on est là, on veut aller vers ce résultat. Ce résultat c'est celui qu'on souhaite tous, pour les 20, 30, 40 prochaines années. Parce que ça ne se fera pas d'un coup de baguette magique" – Identitaire

"On doit objectiver tout ça pour rendre les choses concrètes et dire : Voilà, on est arrivé, on a atteint notre but" – Stabilisateur

"Il faudrait que ça soit comme une entreprise, avec un cap, un objectif." – Laisse pour compte

Un besoin d'émetteurs fiables en qui croire ; les experts terrain et scientifiques attendus

Interrogés sur les émetteurs attendus pour parler, porter, ce long processus qu'est la transition, **les quatre groupes ont unanimement évoqué les experts et les scientifiques**, et notamment *"les ingénieurs, le GIEC, les architectes, les scientifiques, les agriculteurs, les personnes du terrain, les inventeurs"*. Un constat à mettre en regard avec la forte défiance institutionnelle en France (seuls 34% des Français font confiance aux médias ; 10% aux partis politiques, cf. [Fractures françaises, 2025](#)). *"On ne sait plus qui croire"* ajoutait une participante. **Le recours aux experts et scientifiques témoigne d'un besoin d'objectivité et de personnes crédibles en qui croire**, exempts d'intérêts personnels, politiques et économiques qui sont perçus comme sous-jacents à la transition.

"Les scientifiques pourraient être un organe de décision. S'ils sont intègres, c'est les mieux placés pour éclairer les décisions politiques" – Attentiste

Une attente de discours encourageants et de modèles pour s'inspirer

"Un discours plus rassurant ; nous dire que ce que l'on fait c'est bien ; être plus positif ; donner des exemples de projets qui fonctionnent ; valoriser les pionniers et ce qui est déjà fait ; entendre qu'il y a de l'amélioration" sont **autant de demandes formulées qui indiquent le besoin d'encouragement et d'inspiration de la part des citoyens.**

Cette demande résonne un peu différemment chez les participants déjà engagés en faveur de l'écologie (au sein des Stabilisateurs) qui mentionnent une fatigue, une lassitude, voire une envie d'arrêter de faire des efforts alors qu'ils se perçoivent seuls à en faire.

III. VERS UNE NOUVELLE PHASE DE LA TRANSITION ?

Une transition qui s'inscrit de plus en plus dans les préoccupations quotidiennes

Les écologistes qui ont porté à bout de bras les enjeux climatiques ces 15 dernières années ont fait l'objet de critiques, avec une rhétorique similaire dans plusieurs pays (Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Italie, Pologne, États-Unis) reposant sur l'idée que l'écologiste est jeune, urbain, éduqué et suffisamment à l'aise pour se payer le luxe d'une cause abstraite et idéologique ([Parlons Climat, 2026](#)). **Il a ainsi un temps été reproché aux écologistes d'être privilégiés et par là même déconnectés des enjeux matériels et des intérêts réels des classes populaires.** Dans un même temps, la lutte contre le changement climatique, bien qu'essentielle, a parfois pu paraître abstraite et lointaine à certains citoyens.

Or, il semble que dans le contexte qui est le nôtre où les crises s'additionnent (cadmium, PFAS, détroit d'Ormuz, incendies, canicules exceptionnelles), **la transition gagne du terrain dans l'esprit des Français précisément car elle répond aux enjeux du quotidien** : la qualité de l'eau du robinet, le cadmium dans les céréales de ses enfants, le prix de l'essence à la pompe, les logements invivables de chaleur. Des problématiques qui sont d'ailleurs moins perçues comme des enjeux écologiques que de santé publique, de pouvoir d'achat et d'indépendance énergétique.

La transition n'est donc plus nécessairement ni exclusivement écologique. Si la dimension environnementale n'est pas forcément le moteur ni la justification première des transformations à opérer pour une partie des citoyens, elle s'inscrit cependant comme un impératif majeur, au même titre que la santé par exemple, que personne ne peut plus ignorer.

La transition, seul horizon possible qu'il reste à bâtir

Alors que l'on décrit régulièrement les Français comme divisés, **l'écologisation des modes de vie semble former un socle commun qui fait de la transition un horizon incontournable, au point qu'aucun projet de société ne semble pouvoir s'en affranchir.** Nécessaire, obligatoire, porteuse de renouveau et de résolution des problèmes actuels, la transition et ses solutions font moins l'objet d'un débat pour ou contre que d'une question centrale : comment ? La question de la mise en œuvre devient centrale et les artisans de cette transition (ingénieurs, architectes...) pourraient devenir des acteurs clés de celle-ci.

Devant cet horizon commun, **les lignes de clivage qui parcourent la transition écologique sont donc amenées à se déplacer sur les solutions, leur financement, leur priorisation, la répartition de l'effort** entre les différents acteurs et groupes sociaux dans la population.

Un objet commun autour duquel retisser du dialogue

L'expérience menée avec ces focus groups, proposant aux citoyens d'imaginer leur "France idéale pour 2050" librement, a permis de mettre en lumière combien **l'interaction entre plusieurs avis et le fait d'être écouté permettent de désactiver la polarisation et d'accéder à des compromis**. Ainsi, les limites et critiques habituelles adressées à l'égard de la voiture électrique ont été soulevées, écoutées, discutées, reconnues et dépassées pour finalement figurer dans la plupart des projets de société finalisés.

Une attitude qui contraste fortement avec d'autres focus groups que nous organisons, où les participants sont en posture descendante d'écoute et réagissent systématiquement par de l'opposition à des vidéos, messages ou solutions qui leur sont proposés.

Gardons également à l'esprit que **les citoyens sont globalement lucides sur l'ampleur et la difficulté des changements à opérer** et en demande de pouvoir participer à l'élaboration de ceux-ci dans une visée démocratique.

"Il faut qu'ils nous donnent l'arrivée, et nous on décide de la feuille de route"
- Identitaire

Dans cette perspective, **les processus participatifs** dont la Convention citoyenne pour le climat a ouvert la voie en 2019, **pourraient se généraliser et tenir ce rôle dans les années à venir**.

IV. ADAPTER ET RENOUVELER LES DISCOURS SUR LA TRANSITION

Au regard des constats dressés ci-dessus, nous pouvons formuler des pistes de communication pour mieux raconter la transition. Celles-ci sont en partie nourries par un échange avec des professionnels issus d'agences de communication, pas forcément experts de nos sujets.

Chez Parlons Climat nous pensons que le discours sur l'écologie et la transition doit être polyphonique, variant les angles, les tonalités, les émetteurs afin de toucher différents publics et que chaque acteur a son rôle à jouer, militant comme plus institutionnel. Notre travail s'inscrit dans la perspective de proposer des pistes pour renouveler et adapter les discours en nous appuyant sur l'écoute des citoyens non engagés en faveur de l'écologie. Parce que les perceptions et l'opinion publique avancent, parce que les mots s'usent ou sont parfois ceux propres aux plus engagés. Les pistes de communication proposées ci-dessous sont à prendre en ce sens.

Nous proposons quatre pistes de réflexion afin de faire évoluer la communication sur la transition écologique à mesure qu'elle devient inéluctable et que le débat se déplace sur sa mise en oeuvre :

- **Élargir le regard** → dépasser le prisme environnemental pour éclairer la complexité des transformations
- **Recréer de la confiance** → visibiliser les arbitrages et les incertitudes
- **Soutenir la capacité d'agir et d'y croire** → rendre les progrès visibles et les futurs possibles
- **Créer du dialogue** → favoriser la culture de l'échange pour éviter le rejet

→ **Élargir le regard : dépasser le prisme environnemental pour éclairer la complexité des transformations**

Les sujets sociétaux actuels sont particulièrement complexes et interconnectés. À mesure que la transition entre dans sa phase de mise en œuvre, et que les citoyens sont mieux informés, elle nécessite de croiser les regards sur de nombreux aspects : économiques, sociaux, industriels...etc. Ainsi, les acteurs auraient intérêt à être en mesure d'éclairer les arbitrages dans toute leur complexité plutôt que d'être perçus comme défenseurs d'une seule dimension du problème.

- **faire dialoguer les expertises** en associant aux enjeux environnementaux des regards économiques, sociaux, industriels, techniques et territoriaux afin qu'une solution ne soit pas perçue comme exclusivement "bonne pour l'environnement".
- **parler de transformation de la société**, perçue comme nécessaire, qui indique que l'on cherche à répondre à une problématique globale et non juste environnementale

→ **Recréer de la confiance : être transparent sur les arbitrages et incertitudes ; sortir du discours principal**

La communication sur les enjeux écologiques et climatiques ne peut se réduire à fournir de l'information descendante dont nous savons aujourd'hui qu'elle ne suffit pas à changer les comportements (cf. [étude sur les climatosceptiques](#) - Parlons Climat, 2024). Les récits et discours sur la transition pourraient davantage donner à voir le raisonnement, les arbitrages et les incertitudes qui sous-tendent les décisions, afin de recréer les conditions de la confiance. Et cette confiance vient moins de l'affirmation de certitudes que de la qualité du raisonnement exposé.

- **s'appuyer sur des acteurs dont la compétence est démontrée par l'action** (les artisans de la transition par exemple : ingénieurs, architectes, agriculteurs, collectivités, etc.)
- **rendre visibles les limites des solutions proposées** en expliquant les arbitrages réalisés et les raisons pour lesquelles elles restent pertinentes malgré leurs imperfections
- **assumer les incertitudes** et expliquer comment elles sont prises en compte et progressivement réduites
- **passer du « modèle idéal » au « modèle qui fonctionne »**, en valorisant les expérimentations, les retours d'expérience et les solutions qui ont fait leurs preuves
- **proposer un faisceau de solutions plutôt que des réponses exclusives, en privilégiant une logique du « et » plutôt que du « ou »** qui est perçue comme plus crédible (exemple : nucléaire ET énergies renouvelables, comme le confirme notre étude statistique ([Parlons Climat, 2026](#)) sur les propositions politiques qui font gagner des voix.)

→ **Soutenir la capacité d'agir et d'y croire : rendre les progrès visibles et les futurs possibles.**

Les discours sur l'inaction et l'immobilisme occupent une place importante dans le débat public. Ils permettent d'alerter mais ils concourent aussi à alimenter le découragement, quand les citoyens ne perçoivent ni progrès, ni possibilités d'action. La communication sur la transition doit donc rester lucide sur les difficultés tout en donnant à voir ce qui fonctionne déjà, afin de renforcer le sentiment que les transformations sont possibles et que chacun peut y prendre part.

- **rendre visibles, chiffrer et valoriser les progrès accomplis au cours des vingt dernières années.** Avec le recul dont on dispose désormais, il devient possible de montrer que la transition produit déjà des résultats concrets.

- **faire régulièrement le bilan des transformations engagées** afin de : (1) montrer que l'on avance ; (2) contrebalancer les discours exclusivement centrés sur l'immobilisme ; (3) rappeler que certaines transformations n'ont pas été si difficiles que cela à réaliser ; (4) démontrer que le changement est possible.
- **nourrir des visions d'avenir post-transition.** Même imparfaits, les scénarios et récits prospectifs permettent d'alimenter les imaginaires, d'aider les citoyens à se projeter et de rendre les transformations à venir moins abstraites et plus acceptables.
- **continuer à documenter et diffuser les initiatives menées en France**, afin de multiplier les exemples tangibles d'action et d'innovation
- **montrer ce qui est réalisé dans d'autres pays** afin de donner le sentiment d'appartenir à une dynamique mondiale plutôt qu'à un effort isolé

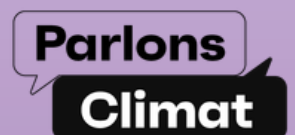
→ **Créer du dialogue : favoriser la culture de l'échange pour éviter le rejet**

Les dispositifs qui permettent aux citoyens d'échanger, de confronter leurs points de vue et de réfléchir collectivement aux solutions favorisent l'écoute, réduisent les postures de rejet, rendent les arbitrages plus acceptables et facilitent la recherche de compromis. La polarisation n'est donc pas seulement un sujet d'opinion, c'est aussi un sujet de configuration de la discussion.

- **créer davantage de dispositifs de dialogue citoyen** en amont des décisions, en veillant à s'appuyer sur une diversité de profils de citoyens
- **partir des problèmes à résoudre plutôt que des solutions à défendre**, afin de construire un diagnostic partagé avant de débattre des réponses possibles
- **rendre visibles les désaccords légitimes et les arbitrages** plutôt que de rechercher un consensus de surface

CONCLUSION

Le débat et l'opinion sur la transition écologique semblent ainsi évoluer. La question n'est plus seulement de savoir s'il faut engager la transition écologique, mais comment la conduire. Plus que des injonctions ou des promesses, les citoyens attendent désormais de la transparence sur les choix effectués, de la visibilité sur les progrès accomplis et la possibilité de prendre part aux arbitrages qui façonneront leur avenir.



Parlons Climat est une association spécialisée dans l'analyse de l'opinion publique sur les enjeux environnementaux et climatiques. Depuis 2022, elle oeuvre à étudier et documenter le rapport complexe qu'entretiennent les Français avec la transition écologique et à mettre en lumière les ressorts de la mobilisation, comme des crispations. Ses travaux visent principalement à nourrir et éclairer les stratégies des acteurs de la transition ainsi que le rôle de la communication stratégique.

[Retrouvez nos travaux sur www.parlonsclimat.org](http://www.parlonsclimat.org)

Le travail de Parlons Climat bénéficie du soutien de la Fondation Européenne pour le Climat, de la Fondation de France, du fonds de dotation Domorrow et de la Fondation Daniel et Nina Carasso.